



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1211  
2 juin 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS

Quarante-cinquième session  
Point 4 de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1477ème séance, le 23 mai 1978, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil et aux fins d'inclusion dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire.
2. Le Comité de rédaction a tenu quatre séances. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1208 et Add.1 et Add.2), en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit être incorporé au prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les fasse insérer à la fin du rapport.

6. Le Conseil note également avec satisfaction l'adoption de la loi 95-134 qui assure l'indemnisation des habitants qui ont été exposés aux radiations, des atolls de Bikini, Rongelap et Utirik, ainsi que le versement de celle-ci aux héritiers des personnes qui sont décédées et qui prévoit la continuation de l'assistance médicale. Le Conseil a été heureux d'apprendre que les services du Haut Commissaire s'employaient à mettre cette loi en application. Il espère que satisfaction sera rapidement donnée à tous les intéressés.

Réparations pour dommages de guerre et  
d'après-guerre

7. Le Conseil de tutelle exprime une nouvelle fois sa préoccupation devant le fait que les réclamations touchant aux dommages de guerre et d'après-guerre n'ont pas encore été satisfaites, conformément aux demandes de la Micronesian Claims Commission (Commission micronésienne des réparations). Il note cependant avec satisfaction que le Congrès des Etats-Unis a voté et que le Président des Etats-Unis a approuvé la loi 95-134 qui autorise le Gouvernement des Etats-Unis à verser 50 p. 100 des sommes restant à payer au titre de la catégorie I et 100 p. 100 de celles restant à payer au titre de la catégorie II.

8. Le Conseil accueille avec satisfaction la déclaration de M. Setik, conseiller spécial, selon laquelle le Sénat des Etats-Unis a récemment affecté une somme de 12 millions de dollars qui permet le paiement intégral des dommages au titre de la catégorie II. Il espère que la Chambre des représentants des Etats-Unis approuvera rapidement cette décision.

9. En ce qui concerne les dommages de la catégorie I, le Conseil note avec inquiétude que les Etats-Unis n'effectueront le paiement des sommes restantes qu'après que le Gouvernement du Japon ait fourni au Gouvernement du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique des biens et des services dont le montant, évalué par le Secrétaire du Département de l'Intérieur des Etats-Unis, équivaudra à la moitié des sommes restant dues au titre de la catégorie I. De même, il note à ce sujet que les Etats-Unis ne considèrent pas le Japon comme légalement obligé de procéder à ces paiements. Néanmoins, il exprime le vœu que le Gouvernement des Etats-Unis poursuive des efforts pour arriver à une heureuse solution du problème.

10. En outre, le Conseil de tutelle, notant les sérieuses préoccupations exprimées par les conseillers spéciaux en ce domaine, demande au Président du Conseil de tutelle de prendre contact avec les parties concernées pour les amener à procéder, d'une manière ou d'une autre, au règlement de cette question, au mieux des intérêts de la population.

## B. PROGRÈS POLITIQUE

### Gouvernement territorial

#### Législature

11. Le Conseil de tutelle réaffirme sa satisfaction devant le rôle actif que le Congrès de la Micronésie continue de jouer dans les affaires du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Le Conseil prend note en particulier du rôle important que jouent la Commission du statut politique futur et de la transition du Congrès de la Micronésie et la délégation micronésienne à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Le Conseil se félicite des préparatifs faits par le Congrès de la Micronésie en vue du référendum du 12 juillet sur le projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie, y compris la création d'un conseil constitutionnel du référendum, qui doit superviser les arrangements y relatifs.

12. Le Conseil note toujours avec préoccupation que l'Autorité administrante n'a pas donné suite à sa recommandation antérieure tendant à ce que soient adoptées des mesures pour limiter au maximum les possibilités d'exercice du droit de veto par le Haut Commissaire. Tout en sachant que la politique déclarée de l'Autorité administrante est que le Haut Commissaire exerce son droit de veto aussi rarement que possible, le Conseil appelle cependant l'attention sur les observations faites par le Conseiller spécial de la délégation des Etats-Unis à la session en cours du Conseil de tutelle (T/PV.1471), qui a signalé de nouveaux cas d'exercice de ce droit.

13. Le Conseil demeure cependant conscient du fait que certaines des difficultés liées à l'exercice du droit de veto découlent de la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif et que ces difficultés sont encore accrues par le fait que ce droit est exercé par un chef de l'exécutif nommé et non élu. Le Conseil note que le projet de constitution des Etats fédérés de la Micronésie prévoit un chef de l'exécutif élu, ce qui pourrait contribuer à réduire l'usage du droit de veto.

14. Le Conseil note avec satisfaction que, conformément à la Constitution des îles Mariannes septentrionales, une législature élue a été mise en place le 9 janvier 1978.

#### Pouvoir exécutif

15. Le Conseil se félicite à la fois de l'augmentation du nombre de Micronésiens occupant des postes de haute responsabilité dans l'exécutif et de la réduction générale du personnel de l'administration centrale. Il note avec satisfaction que l'objectif déclaré du Haut Commissaire est de réduire les effectifs de l'administration centrale d'au moins 100 postes. Le Conseil note en outre les déclarations du Haut Commissaire et du sénateur Olter, conseiller spécial, concernant l'adoption de la loi (House Bill) 7-402 visant à réorganiser et à rationaliser les services exécutifs de l'administration centrale en regroupant et en restructurant les départements existants.

16. Le Conseil est heureux d'apprendre que le Haut Commissaire a l'intention de nommer des Micronésiens pour diriger deux des trois principaux départements gouvernementaux nouvellement créés à la suite de cette réorganisation. Le Conseil note que cela devrait réduire encore le nombre de personnes expatriées travaillant dans les services gouvernementaux du Territoire sous tutelle. Etant donné que l'Accord de tutelle vient bientôt à expiration, le Conseil réitère ses appels pour que cette tendance à la "micronisation" au niveau de l'exécutif se poursuive. Le Conseil note en outre que, dans sa déclaration, le sénateur Olter, conseiller spécial (T/PV.1471), a demandé instamment qu'il soit donné suite au rapport intitulé Organization and Administration of the Central Executive Branch in Micronesia during Transition après le référendum de juillet 1978.

17. Le Conseil se félicite chaleureusement de l'élection et de la nomination d'un ressortissant du Territoire sous tutelle au poste de Haut Commissaire adjoint, deuxième poste de l'exécutif dans le Territoire, ainsi que de la participation de celui-ci aux travaux de la quarante-cinquième session du Conseil de tutelle.

18. Le Conseil note avec satisfaction l'élection d'un Gouverneur et d'un Gouverneur adjoint dans les îles Mariannes septentrionales et se félicite de la participation du Gouverneur aux travaux de la quarante-cinquième session du Conseil.

#### Administrations de district

19. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que le Haut Commissaire a approuvé les chartes des districts de Truk, Ponape, Kosrae et Yap et note que des élections seront organisées pour nommer des administrateurs de district à partir de 1978. Bien qu'il eût été souhaitable que cette transition vers des administrations de district élues se produise uniformément dans tout le Territoire sous tutelle, le Conseil reconnaît que les législatures des districts des Palaos et des îles Marshall ont décidé de ne pas exercer leur prérogative de promulguer des chartes. Elles ont en effet choisi de rédiger des constitutions de district et de remettre l'organisation de nouvelles administrations de district après le référendum constitutionnel du 12 juillet. Le Conseil reconnaît à regret que c'est aux districts eux-mêmes qu'il revient de faire ce choix.

#### Décentralisation

20. Le Conseil note toujours avec satisfaction les efforts déployés par l'Autorité administrante pour déléguer des pouvoirs de plus en plus étendus aux administrations de district, accroissant ainsi l'autonomie locale, et demande instamment que cette politique soit poursuivie. A la suite de l'approbation de quatre chartes de district et compte tenu de la continuation de cours de formation à la gestion, le Conseil espère que l'Autorité administrante, en consultation avec les représentants micronésiens élus, réussira à réduire les effectifs de l'administration centrale.

Système judiciaire

21. Le Conseil note avec satisfaction qu'un Micronésien a été nommé Associate Justice de la Haute Cour et qu'aux niveaux intermédiaire et subalterne du système judiciaire le personnel est uniquement composé de Micronésiens. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante de continuer à donner, à qualifications égales, la préférence à des candidats micronésiens pour les postes importants dans le système judiciaire.



## C. PROGRES ECONOMIQUE

### Economie générale

22. Le Conseil de tutelle réitère sa préoccupation devant les déséquilibres de l'économie micronésienne et sa dépendance considérable vis-à-vis de l'aide extérieure. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante est consciente du besoin de promouvoir le développement des secteurs productifs et de l'infrastructure de base, y compris les transports et les communications, de réduire les dépenses non productives dans des limites raisonnables. Dans cette perspective, le Conseil souhaite que l'Autorité administrante encourage à la fois les investissements de capitaux locaux et étrangers.

23. Le Conseil note avec préoccupation la déclaration d'un Conseiller spécial selon laquelle l'application du plan indicatif quinquennal subit un certain retard. Il note que l'Autorité administrante considère toujours ce plan comme la base de la politique de développement du Territoire. Conscient que la mise en oeuvre de ce plan dépend de facteurs qui ne sont pas toujours prévisibles, le Conseil demande cependant à l'Autorité administrante d'utiliser tous les moyens dont elle dispose pour atteindre, selon le calendrier prévu, les objectifs définis.

24. Le Conseil considère toujours qu'il conviendrait d'accroître les exportations du Territoire. A cet effet, il recommande à l'Autorité administrante d'étendre à l'ensemble du Territoire les avantages tarifaires accordés aux Mariannes septentrionales dans le pacte visant à créer un commonwealth en union politique avec les Etats-Unis. Il encourage l'Autorité administrante à essayer d'obtenir pour le Territoire l'octroi de tarifs préférentiels de la part des pays tiers.

### Finances publiques

25. Le Conseil de tutelle réaffirme ses recommandations antérieures selon lesquelles le Congrès de Micronésie devrait se voir accorder une plus grande participation dans la préparation de budgets. Tout en prenant acte avec satisfaction qu'il est utilement consulté dans la préparation du projet de budget et qu'il peut être entendu par les comités budgétaires du Congrès des Etats-Unis, le Conseil note cependant que, dans ce domaine, le Congrès de Micronésie ne joue qu'un rôle consultatif.

26. Le Conseil note qu'un système de traitement de la comptabilité par ordinateur a été installé dans la capitale du Territoire ainsi que dans tous les districts, sauf à Kosrae. Il note que, selon un conseiller spécial, l'ordinateur qui fonctionne actuellement ne donne pas satisfaction et prend acte de la déclaration d'un représentant spécial selon laquelle il est question de mettre en place des ordinateurs mieux adaptés aux besoins du Territoire.

27. Le Conseil rappelle que, précédemment pour favoriser la promotion des produits locaux et accroître les revenus du Territoire, il a suggéré au Congrès de la Micronésie d'envisager l'augmentation des taxes sur les produits importés qui ne sont pas essentiels (denrées alimentaires, boissons, tabac).

Aide des institutions internationales et des pays  
tiers

28. Le Conseil de tutelle exprime de nouveau l'espoir que le Territoire continuera de développer ses contacts avec les organismes régionaux et internationaux en vue de participer à leurs activités et de recevoir une assistance pour son développement.

29. Il note avec satisfaction que des représentants du Territoire ont participé à la préparation d'un plan d'action pour le développement rural intégré dans le Pacifique et en Asie sous la responsabilité de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Il se félicite de ce que le Territoire soit devenu membre du Comité pour la coordination de la prospection des ressources minérales dans les zones maritimes d'Asie.

30. Le Conseil note avec satisfaction que le PNUD continue d'apporter son assistance technique et financière au Territoire et que les trois projets (fabrique de produits alimentaires pour l'élevage, fourniture de services d'experts, études des aptitudes requises pour le développement) financés par cet organisme sont en voie de réalisation. Il espère que le PNUD pourra procéder rapidement à la nomination d'un nouveau représentant dans le Territoire.

31. Le Conseil note avec intérêt la déclaration d'un des représentants spéciaux selon laquelle l'Autorité administrante a récemment défini une politique permettant à des pays tiers d'accorder des prêts et une assistance technique au Territoire.

Crédit

32. Le Conseil de tutelle considère que le manque de capitaux continue d'être un obstacle important au progrès économique du Territoire; il lui apparaît donc souhaitable de développer les moyens de crédits locaux. Il note qu'un nouveau fonds de prêts pour le développement économique a été préparé et est actuellement examiné à Washington, D.C. Le Conseil regrette que quatre ans après l'adoption par le Congrès de la Micronésie de la loi portant création d'une Banque de développement, celle-ci ne soit pas encore opérationnelle.

33. Le Conseil note avec satisfaction l'accroissement du capital par action dans les unions de crédit du Territoire.

### Questions foncières

34. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que les travaux concernant l'immatriculation des terres et l'établissement de levés cadastraux ont abouti à délimiter d'importantes superficies de terrains publics et privés.

35. Le Conseil note également avec satisfaction qu'une procédure de règlement des litiges entre les propriétaires et le gouvernement relative à l'usage des terres sans bail a été adoptée à l'unanimité des membres de la Commission d'études, créée à ce sujet par le Congrès de la Micronésie. Il prend acte de la déclaration du représentant spécial selon laquelle la question pourrait être résolue dans son ensemble vers la fin de l'année prochaine.

### Agriculture et élevage

36. Le Conseil de tutelle réitère sa recommandation à l'Autorité administrante de développer la production des produits alimentaires pour permettre au Territoire de se rapprocher de l'autosubsistance. Cependant, cette priorité ne devrait pas être préjudiciable aux efforts en cours pour diversifier les cultures, doter le Territoire d'une agriculture commerciale et d'une industrie dérivée de l'agriculture.

37. Le Conseil note avec satisfaction que deux usines de traitement du coprah sont entrées en activité en 1976/77. Il recommande à l'Autorité administrante d'encourager la production de coprah de manière à ce que l'approvisionnement de ces deux usines soit entièrement assuré par le Territoire. Le Conseil relève avec intérêt que les exportations d'huile de noix de coco sont évaluées à 4,2 millions de dollars pour 1977 et celles de tourteaux de coprah à 786 000 dollars.

38. Le Conseil réitère sa recommandation pour qu'une attention particulière soit accordée à la possibilité d'exploiter les ressources forestières.

39. Le Conseil note avec satisfaction que les îles Mariannes septentrionales produisent à la fois pour la consommation locale et pour l'exportation des légumes, du lait frais et autres produits agricoles pour une valeur, en 1977, estimée à 1,3 million de dollars.

### Ressources marines

40. Le Conseil de tutelle réaffirme que les ressources marines jouent un rôle capital dans l'économie de la Micronésie et demande instamment à l'Autorité administrante de faire tout son possible pour protéger ces ressources et les mettre en valeur, en continuant d'améliorer l'équipement et la formation.



41. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a donné un rang élevé de priorité à des programmes visant à promouvoir une industrie de la pêche financièrement viable dans le Territoire sous tutelle et que l'infrastructure indispensable a été mise en place dans tous les districts. Il félicite l'Autorité administrante des diverses mesures qu'elle a prises à cet égard, y compris la fourniture de nouveaux équipements et l'organisation de programmes de formation pour l'acquisition des connaissances techniques nécessaires pour une industrie moderne de la pêche.

42. Le Conseil note avec satisfaction l'adoption par le Congrès de la Micronésie de la loi 7-71 en vertu de laquelle est établie autour du Territoire une zone de gestion et de conservation des ressources halieutiques d'une étendue de 200 milles et est créée l'Administration maritime micronésienne, chargée d'élaborer une réglementation relative à l'exploitation des ressources marines de la Micronésie. Le Conseil note que les districts des Palaos et des îles Marshall se sont, dans l'exercice de leur droit, soustraits à la juridiction de la loi 7-71. Le Conseil espère que ces deux districts coopéreront néanmoins avec l'Administration maritime micronésienne.

43. Le Conseil note avec satisfaction que, sur l'invitation de l'Autorité administrante, des représentants du Territoire sous tutelle ont participé, en tant que membres de la délégation des Etats-Unis, à la réunion tenue à Suva en novembre 1977 où a été discutée la création d'une association régionale des pêcheries du Pacifique sud.

44. Le Conseil note en outre avec intérêt que M. Setik, représentant du Congrès de la Micronésie, s'est déclaré favorable à la participation de la Micronésie à l'association régionale des pêcheries du Pacifique sud qu'il est envisagé de créer et que le représentant de l'Autorité administrante a dit que, vu les principes fixés à la réunion de Hilo, il semblait logique que les Etats-Unis appuient les demandes adressées par la Micronésie pour obtenir le statut d'observateur, ou tout autre statut, auprès d'organismes ou d'instances internationaux appropriés, mais qu'il ne conviendrait pas de prendre une décision à cet égard tant que les résultats du référendum du 12 juillet ne seraient pas connus.

45. Le Conseil note avec intérêt les mesures prises par les îles Mariannes septentrionales pour empêcher la surexploitation des ressources marines des récifs.

46. Le Conseil rappelle avec satisfaction que l'Autorité administrante a réaffirmé qu'elle ne contestait pas le fait que tous les avantages dérivés des ressources marines au large des côtes de la Micronésie reviennent au peuple du Territoire sous tutelle et non aux Etats-Unis.

#### Troisième Conférence des Etats-Unis sur le droit de la mer

47. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que des représentants du Congrès de la Micronésie participent à nouveau en qualité d'observateurs à la troisième Conférence

des Nations Unies sur le droit de la mer, sous l'égide de l'Autorité administrante. Le Conseil note que les intérêts de la Micronésie à la Conférence ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'Autorité administrante.

### Industrie

48. Le Conseil de tutelle note avec préoccupation l'absence presque totale d'industries dans le Territoire sous tutelle. Il note que la construction de bateaux par des artisans travaillant chez eux est une activité répandue mais qu'il n'y a qu'un seul chantier naval. Il note en outre que les quelques industries de type familial existantes manquent pour la plupart de capital, sont mal gérées et emploient une main-d'oeuvre non qualifiée et que, bien qu'une activité artisanale existe dans le Territoire sous tutelle, sa production n'est pas suffisante pour pouvoir être exportée et attirer les acheteurs étrangers. Le Conseil recommande que d'autres efforts soient faits pour créer une industrie légère dans le Territoire.

### Tourisme

49. Le Conseil de tutelle recommande à nouveau que les productions locales soient dans toute la mesure du possible préférées aux productions importées tant pour la construction des équipements touristiques que pour leur fonctionnement. Les produits locaux devraient figurer plus fréquemment dans les restaurants des hôtels de tourisme. A cet égard, le Conseil note avec satisfaction que les objectifs du Conseil du tourisme du Territoire sous tutelle sont très proches de ses propres recommandations, que le district de Ponapé a déjà pris des mesures dans ce sens et que d'autres districts envisagent de faire de même.

50. Le Conseil se félicite du fait que l'industrie micronésienne du tourisme relève pour une grande part d'entrepreneurs locaux plutôt que d'investisseurs étrangers : sur les 29 hôtels du Territoire, 24 sont la propriété de Micronésiens et 25 sont gérés par des Micronésiens.

51. Le Conseil note également avec satisfaction que, selon l'un des représentants spéciaux, le tourisme est devenu la deuxième industrie d'exportation de Micronésie ; en 1977, le Territoire a accueilli 22 260 visiteurs qui ont dépensé environ 2,3 millions de dollars. Le Conseil note que les recettes tirées du tourisme ont augmenté de 15 p. 100 en 1977, que l'industrie du tourisme emploie plus de 500 Micronésiens et que 500 autres environ en bénéficient indirectement.

52. Le Conseil note aussi avec satisfaction que des mesures continuent d'être prises pour garantir que la croissance de ce secteur reste régulière et ne dépasse pas les possibilités d'accueil des districts. Il note avec intérêt que chaque district est responsable du rythme et du mode de développement de son industrie touristique.

Il recommande de continuer à développer les "conférences ateliers" et les cours de formation sur le tourisme. Tout en appuyant l'expansion de l'industrie touristique, le Conseil exprime l'espoir qu'on prendra soin de sauvegarder les intérêts de la population.

#### Transports et communications

53. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que l'Autorité administrante poursuit ses efforts en vue d'améliorer encore le système de transport en Micronésie, conformément à l'Executive Order No 113. Il note que le Territoire sous tutelle a déjà reçu deux des sept navires commandés et que les cinq autres seront livrés dans un proche avenir. Il note avec intérêt que le programme d'amélioration de l'infrastructure vise en partie à assurer des services de transport de marchandises et de passagers entre toutes les îles et tous les atolls ayant une population ou une activité productive suffisante pour justifier ces services. Le Conseil note en outre que des contrats ont été passés concernant la construction de nouveaux quais à Majuro et à Yap, que les plans d'un nouveau bassin qui sera construit à Kosrae ont été achevés et que les études en vue de la construction de nouvelles installations portuaires à Truk et aux Palaos ont commencé.

54. Le Conseil note avec satisfaction que les négociations concernant l'établissement de services aériens entre Tokyo et Saipan ont abouti et que la Continental Airlines a commencé d'assurer, le 1er octobre 1977, la liaison aérienne entre ces deux villes avec des correspondances vers les districts orientaux et occidentaux de la Micronésie.

55. Le Conseil note en outre avec approbation que l'Autorité administrante accorde une attention suivie à la question de l'aménagement des aéroports et qu'en particulier, elle a fixé une date à laquelle tous les projets proposés devraient être achevés.

#### Projet de création d'un superport aux Palaos

56. Le Conseil de tutelle, rappelant qu'il avait recommandé que soient étudiées les répercussions que la construction du superport envisagé pourrait avoir sur l'unité de la Micronésie, note que selon l'un des pétitionnaires des Palaos, la question d'un superport n'est pas liée à leur mouvement séparatiste.

57. Le Conseil continue de penser qu'il faudrait aussi se soucier des effets d'un tel port sur l'environnement. Il accueille avec satisfaction la déclaration du Haut Commissaire selon laquelle il serait nécessaire, d'une part, de réaliser dans un premier temps une étude de faisabilité, d'autre part, de rechercher l'approbation de la population des Palaos et, enfin, de veiller à ce que toute demande concernant un

superport soit conforme aux lois applicables de la Législature du district des Palaos, au code du Territoire sous tutelle et à la législation des Etats-Unis. Le Conseil note que l'Autorité administrante ne se départit pas de son engagement d'étudier les répercussions que le superport envisagé pourrait avoir sur le bien-être général de la population, la sécurité de la région et l'environnement physique et social des Palaos.

#### Coopératives

58. Le Conseil de tutelle exprime à nouveau l'espoir que l'Administration continuera de consacrer une partie de ses efforts en matière d'éducation et d'information à persuader les agriculteurs du Territoire sous tutelle des avantages des coopératives agricoles et, en particulier, de la mise en commun des machines.

## D. PROGRES SOCIAL

### Services médicaux et sanitaires

59. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction des progrès qui ont été accomplis pour compléter l'équipement sanitaire et hospitalier du Territoire sous tutelle, y compris l'ouverture d'un nouvel hôpital de 35 lits à Kosrae, la mise en service d'un nouvel hôpital de 116 lits à Ponapé (qui devrait servir de centre de formation et de référence), et les plans concernant l'achèvement cette année de la construction d'un nouvel hôpital de 50 lits à Yap et d'un nouveau dispensaire dans les Palaos. Le Conseil se félicite en outre de l'extension du système d'assistance sanitaire qui a contribué à améliorer considérablement le système de prestations sanitaires dans les îles périphériques. Il note avec satisfaction qu'un programme de formation continue d'infirmières a été mis en oeuvre sur l'ensemble du Territoire sous tutelle et que le taux de vaccination dans le Territoire est maintenant égal à celui de nombreux pays développés. Le Conseil recommande que cette politique d'extension soit poursuivie en vue d'améliorer les installations sanitaires dans les zones périphériques du Territoire sous tutelle.

### Main-d'oeuvre

60. Le Conseil de tutelle reste préoccupé par le déséquilibre existant entre le nombre des salariés du secteur public et celui des salariés employés dans le secteur privé. Il prend note des efforts que réalise l'Autorité administrante pour continuer de réduire le nombre des fonctionnaires employés par le gouvernement du Territoire sous tutelle. Le Conseil note avec préoccupation que la pénurie d'ouvriers micronésiens qualifiés reste un problème grave et il espère que le gouvernement du Territoire sous tutelle poursuivra ses efforts en vue de résoudre ce problème par l'intermédiaire de son programme d'apprentissage. Il note avec satisfaction les efforts de l'Autorité administrante en vue de réduire au maximum l'immigration de main-d'oeuvre étrangère et note avec plaisir la réduction de 15 p. 100 déjà enregistrée. Le Conseil espère que les programmes du CETA auront pour effet de réduire davantage le chômage et que les projets de construction qui devraient commencer au cours des deux prochaines années dans les divers districts du Territoire entraîneront un accroissement des possibilités d'emploi.

61. Le Conseil note avec intérêt qu'un conseiller spécial a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de chômage dans les îles Mariannes septentrionales.

### Logement

62. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction qu'en 1977 le Territoire sous tutelle a reçu du Département du logement et du développement urbain des Etats-Unis (HUD) des subventions pour la création de nouveaux logements ainsi



que des sommes pour subventionner les loyers de familles à faible revenu, de même qu'un prêt à l'aménagement pour les propriétaires d'habitations. Il note en outre que le Département de la santé, de l'éducation et de la protection sociale des Etats-Unis a mis à la disposition du Territoire des crédits pour des projets de rénovation d'habitations. Le Conseil note avec satisfaction que la MIHA a accordé des prêts d'accession à la propriété à quelques familles et les a aidées à construire des demeures répondant aux normes d'hygiène et de sécurité.

63. Le Conseil a réitéré sa recommandation tendant à ce que les efforts entrepris pour construire ou rénover des logements soient activement poursuivis et que les ressources nécessaires soient fournies pour les logements à bon marché.

#### Sécurité publique

64. Le Conseil de tutelle note avec préoccupation l'augmentation du nombre de délits commis par des jeunes, en particulier dans les centres de district. Le Conseil se félicite des efforts entrepris pour lutter contre la délinquance en général et la délinquance juvénile en particulier, et recommande que les efforts de prévention soient poursuivis.

## E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Généralités

65. Le Conseil de tutelle réaffirme sa satisfaction devant les excellents résultats obtenus par l'Autorité administrante dans le domaine général de l'enseignement, en particulier l'universalité de l'enseignement primaire et le taux élevé de fréquentation des établissements secondaires, ainsi que le nombre croissant d'étudiants du troisième cycle dans le Territoire sous tutelle. Il se félicite de ce que les étudiants du Territoire puissent obtenir des dons et des prêts du Gouvernement des Etats-Unis, d'autres gouvernements et d'institutions internationales pour poursuivre des études supérieures.

### Enseignement primaire et secondaire

66. Le Conseil se félicite du fait que l'on prévoit de terminer la construction d'un complexe d'enseignement secondaire à Kosrae en 1978/79.

### Enseignement supérieur

67. Le Conseil note avec intérêt que le Collège de Micronésie a été créé, regroupant en une seule institution les établissements d'enseignement précédemment connus sous le nom de Centre d'enseignement propédeutique (Community College) de Micronésie avec son école d'infirmières, et de Centre micronésien de formation professionnelle.

68. Le Conseil note avec satisfaction que le Centre micronésien de formation professionnelle a obtenu de la Western Association of Schools and Colleges des Etats-Unis la reconnaissance de l'équivalence de ses diplômes et que le Centre d'enseignement propédeutique de Micronésie espère obtenir le même statut en juin 1978. Le Conseil note que 1 468 étudiants micronésiens poursuivaient leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger en 1976/1977.

### Formation professionnelle

69. S'inquiétant du fait que nombre de jeunes ne trouvent pas de travail équivalent à leur niveau d'instruction, le Conseil réitère l'opinion selon laquelle dans le système d'enseignement du Territoire sous tutelle, on devrait insister sur les disciplines les plus propres à préparer les élèves à la vie dans la société micronésienne, qu'il s'agisse de la langue, de la culture ou de l'activité professionnelle. Le Conseil note avec intérêt les progrès signalés en ce qui concerne le relèvement du niveau d'apparement culturel de l'enseignement primaire et secondaire grâce à l'utilisation de manuels d'instruction bilingues se fondant sur des textes en langue vernaculaire, compatibles pour ce qui est de l'orthographe.

### Formation des enseignants

70. Le Conseil de tutelle accueille avec satisfaction la déclaration faite par le Haut Commissaire sur la promulgation par le Micronesian Board of Education de règles concernant le niveau académique des enseignants et la condition exigeant que d'ici cinq ans tous les enseignants du Territoire devraient avoir suivi pendant deux ans des cours universitaires. Le Conseil se félicite du fait que les diplômés micronésiens reviennent systématiquement dans le Territoire pour remplacer les enseignants et les administrateurs étrangers ainsi que des efforts continus pour remplacer les quelques étrangers encore en poste dans les écoles secondaires par des Micronésiens qualifiés.

### Diffusion d'informations sur l'Organisation des Nations Unies

71. Le Conseil de tutelle se félicite de la large diffusion dans le Territoire sous tutelle d'informations sur les activités de l'ONU et le système international de tutelle.

F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES  
VERS L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

72. Le Conseil de tutelle réaffirme le droit inaliénable de la population de Micronésie à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance conformément à la Charte et à l'Accord de tutelle.

73. Le Conseil rappelle sa conviction que l'unité politique des îles Carolines et des îles Marshall doit être si possible maintenue, mais reconnaît qu'il appartient en dernier ressort aux Micronésiens eux-mêmes de décider de leurs futures relations politiques mutuelles. Il note avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie s'est prononcé en faveur de l'unité dans le cadre d'une constitution des Etats fédérés de la Micronésie. Il relève toutefois que les districts des Palaos et des îles Marshall ont exprimé le désir que la question de leur statut politique fasse l'objet de négociations distinctes avec les Etats-Unis.

74. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante est d'avis que l'intérêt de la population de la Micronésie appelle le maintien d'une certaine forme d'unité. Il note que l'Autorité administrante estime toutefois qu'il revient aux Micronésiens de décider de l'unité politique et des structures gouvernementales du Territoire. Le Conseil souhaite que l'Autorité administrante poursuive ses efforts pour établir dans tous les domaines des relations mutuellement profitables entre les districts.

75. Le Conseil formule l'espoir que les Micronésiens collaborent avec l'Autorité administrante pour maintenir et développer entre les districts des relations mutuellement bénéfiques. A cet égard, le Conseil souhaite que les Micronésiens prennent toutes les dispositions en vue d'établir, après la levée de l'Accord de tutelle, l'entité pan-micronésienne qu'ils ont convenue à Molokaï (Hawaii) en octobre 1977.

76. En ce qui concerne les négociations sur le statut politique futur entre les représentants de la Micronésie et le Gouvernement des Etats-Unis, le Conseil note avec satisfaction que ces négociations ont repris officiellement en octobre 1977 à Molokaï après une interruption de 17 mois, et qu'elles ont été suivies de deux autres réunions, à San Diego (Californie) au mois de janvier 1978 et à Hilo en avril 1978.

77. Le Conseil note que pour la première fois des représentants des commissions pour le statut politique futur des Palaos et des îles Marshall ont été officiellement invités à prendre part à ces discussions.

78. Le Conseil note que, au cours des débats de sa quarante-cinquième session, l'Autorité administrante, les conseillers spéciaux et divers pétitionnaires ont exprimé leurs avis sur la nature de la représentation micronésienne aux négociations sur le statut politique futur du Territoire.

79. Il note que les différentes parties semblent avoir reconnu à Hilo que la solution au problème de la représentation des Micronésiens à ces négociations dépendrait des résultats du référendum sur la Constitution du 12 juillet 1978.

80. Comme l'année dernière, le Conseil ne tient pas à faire des recommandations précises quant au statut politique futur du Territoire. Il réitère son opinion que, parmi toutes les options ouvertes aux habitants y compris l'indépendance, un statut de libre association, s'il était approuvé par la population, ne serait pas incompatible avec les objectifs de l'Accord de tutelle.

81. Il prend note avec intérêt de la "Déclaration des principes de libre association" qui ont été agréés le 9 avril 1978 à Hilo par les représentants des Etats-Unis, de la Commission du statut politique futur et de transition du Congrès de la Micronésie, de la Commission du statut politique futur des îles Marshall et de la Commission du statut politique futur des Palaos. Le Conseil souligne qu'à ce stade il s'agit de lignes directrices à partir desquelles un accord définitif sera conclu. Il formule l'espoir que l'Autorité administrante le tiendra informé des progrès des discussions qui auront lieu à ce sujet.

82. Le Conseil note qu'il pourra être mis fin de manière unilatérale au statut de libre association qui sera établi selon ces principes.

83. Le Conseil note que l'accord éventuel de libre association sera soumis à un référendum que, selon les principes agréés à Hilo, les Nations Unies seront invitées à observer.

84. Le Conseil réitère son avis que la population de Micronésie doit avoir, avant le déroulement de ce référendum, toute possibilité de s'informer sur les divers statuts politiques qui s'offrent à elle, y compris l'indépendance.

85. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration du Haut Commissaire selon laquelle toutes les parties aux négociations pour le statut politique se sont mises d'accord sur les directives visant à assurer l'objectivité et l'exactitude du programme d'éducation en vue de l'autonomie. Il souhaite que ces directives permettent une plus grande latitude dans l'élaboration des programmes d'éducation de manière à les adapter aux besoins locaux. Il espère que ces programmes seront largement diffusés dans les établissements scolaires du Territoire. Le Conseil, tenant compte, cependant, des critiques formulées contre le programme par un conseiller spécial, demande à toutes les parties concernées de s'entendre sur les buts et les méthodes du programme d'éducation en reconnaissant son importance capitale pour la formation du corps électoral du Territoire.

86. Le Conseil accepte avec plaisir l'invitation de l'Autorité administrante d'observer le référendum sur le projet de constitution des Etats fédérés de Micronésie qui aura lieu le 12 juillet 1978. Il note avec satisfaction la création par le Congrès de la Micronésie d'un bureau pour le référendum constitutionnel. Bien qu'il soit informé des dispositions détaillées déjà établies par les autorités du Territoire relatives à la procédure de vote, le Conseil souhaite que toute mesure soit prise pour assurer l'honnêteté du scrutin et la sécurité des urnes. Le Conseil espère que la présence de la mission d'observation évitera les controverses et entraînera une large participation des votants.

/...



87. Considérant qu'il existe des tendances séparatistes dans les districts des Palaos et des îles Marshall, le Conseil demande à la mission d'observation de veiller avec une particulière attention à ce que la campagne politique et les opérations de vote se déroulent dans des conditions régulières et en toute liberté.

88. Le Conseil note avec satisfaction l'engagement des représentants de l'Autorité administrante à respecter les résultats du référendum du 12 juillet, quelle qu'en soit l'issue, et à collaborer avec les autorités micronésiennes appropriées pour mettre en oeuvre, avant la fin du mandat, toutes les dispositions de la constitution compatibles avec l'Accord de tutelle.

89. Le Conseil note que l'Autorité administrante et le Congrès de la Micronésie ont déclaré avoir surmonté leurs divergences quant à la compatibilité de la constitution et du statut projeté de libre association.

90. Le Conseil note avec satisfaction qu'au cas où un statut de libre association serait approuvé par la population de Micronésie, il ne prendrait effet qu'après le levée de l'Accord de tutelle.

91. Le Conseil prend acte de l'intention manifestée par l'Autorité administrante de rechercher, dans le strict respect des dispositions pertinentes de la Charte, avec les parties intéressées, un accord pour mettre fin à l'Accord de tutelle au plus tard en 1981.

92. Le Conseil note avec satisfaction que le 23 octobre 1977, le Gouvernement des Etats-Unis a approuvé la Constitution du Commonwealth des îles Mariannes septentrionales, et que le Gouverneur, le Lieutenant-Gouverneur, les députés et autres autorités élues en décembre 1977, ont pris leurs fonctions le 9 janvier 1978. Il note également que certaines parties du Pacte visant à établir un commonwealth des îles Mariannes septentrionales en union politique avec les Etats-Unis d'Amérique ont pris effet le 9 janvier 1978 lorsque la Constitution est entrée en vigueur.

93. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a toujours l'intention de mettre fin à l'Accord de tutelle simultanément pour les îles Mariannes septentrionales et pour le reste du Territoire.

94. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante espère maintenir la coopération dans les domaines sociaux, économiques et culturels entre les îles Mariannes septentrionales et le reste du Territoire. Il demande instamment que l'Autorité administrante et le Gouvernement des îles Mariannes septentrionales s'emploient à réaliser cet objectif.

-----